

Dialogue informel à Bruxelles

Commentaire

"L'Europe, l'immigration et la prévention des conflits: le cas mauritanien, entre ethno-tribalisme et aspiration à la démocratie" le mardi 09 Novembre au Parlement Européen: séminaire mis en place par Marie-Anne Isler Beguin (députée européenne des Verts) et par Mohamed Lémine Ould Dadde (Conscience et Résistance).

Si la situation politique au pays semble encore et toujours marquer le pas, ballottée entre crise institutionnelle, arrestations, climat de défiance générale et un pouvoir qui n'arrive pas à s'ouvrir à l'opposition, les groupes d'opposants à l'étranger entendaient marquer et affirmer leur présence sur la scène nationale et internationale. Ce fut le but du colloque de ce mardi 09 Novembre 2004, colloque consacré à la Mauritanie, dans un lieu hautement symbolique: le Parlement Européen à Bruxelles.

A l'invitation de la députée Marie-Anne Isler Beguin (Verts Européens) et de Conscience et Résistance, ce colloque a réuni de nombreux mauritaniens de la diaspora ainsi que des personnalités de la vie politique mauritanienne et de la société civile. Il faut souligner que la députée européenne a mis en place ces rencontres "suite aux interpellations réitérées de nos amis de Conscience et Résistance, en particulier de Mohamed Lémine Ould Dadde".

Peut-être fallait-il cette "expatriation" pour que se noue un dialogue entre les différentes

composantes politiques de notre pays. Peut-être, aussi, fallait-il une sorte d'arbitrage européen, arbitrage en la personne des Verts Européens. Peut-être fallait-il sortir du climat de violences physiques et verbales qui semble être devenu une manière de gouverner et de vivre. Peut-être... Mais, par delà les apparentes concessions et le discours unificateur des différents partis d'opposition représentés à Bruxelles, rien n'apparaît complètement nouveau. D'un côté, un pouvoir qui trouve sa légitimité, comme l'affirment les tenants du pouvoir en place, non seulement dans les urnes, mais aussi par la reconnaissance internationale d'avant et d'après les élections du 07 Novembre 2003. De l'autre, une opposition morcelée, déchirée par des guerres intestines et qui ne semble trouver un discours unificateur que dans la dénonciation des arrestations en tout genre, scandant un credo commun: "dialogue, dialogue, dialogue". Dialogue certes nécessaire, mais qui prend des allures de Bérézina tant la situation de notre pays est chaotique. Depuis le 08 Juin 2003, le pays semble avoir renoué avec des méthodes et des moyens de gouvernance que nous pensions avoir oublié. Mais rien n'est ni jamais pareil, ni jamais définitivement acquis... De tentatives de coups d'Etat en accusations grotesques, de règlement de comptes en vendettas personnelles, de peuple pris en otage dans une partie de poker qui le dépasse, d'années de pouvoir quasi personnel et d'agonie d'une opposition qui aurait pu être plus crédible et qui s'est enfoncée dans la lutte des chefs, tout nous montrait que les ingrédients d'une explosion (ou plutôt d'une implosion) étaient là depuis des années, sans

Commentaire

Suite de la Une

que nous ayons voulu y voir autre chose que le simple jeu d'un pays qui s'est targué d'avoir des institutions démocratiques et qui a replongé dans les bonnes vieilles méthodes de la suspicion, de l'emprisonnement, de la délation et des procès politiques. refusé leurs passeports.

Dialogue également appelé de tous ses vœux par la députée des Verts qui s'interrogeait sur le pourquoi du manque de dialogue entre les différents courants politiques: "pourquoi ce dialogue impossible? Je tiens à rappeler que seul le dialogue peut apporter des solutions durables; la violence n'a jamais donné de choses positives". Soulignant les constats d'une "opposition qui n'a pas la place pour discuter", elle martèle qu'il "faut éviter les silences générateurs de tragédies".

Tragédies: le mot était lancé. Tragédies des populations de la Vallée, tragédies de l'esclavage, tragédies des profondes crises socio-économiques, tragédies des antagonismes des populations, tragédies des flux migratoires qui ne sont plus simplement des émigrations de la faim mais aussi des départs pour causes politiques, tragédies de la situation institutionnelle, tragédies des pertes de repères de sociétés balancées entre un passé souvent réécrit à la lumière des besoins politiques, écartelées entre des archaïsmes hérités et des aliénations qui font d'elles des orphelins de tout: du plus primaire besoin de manger, aux plus profonds désordres d'une société qui se cherche encore et dont les différents dirigeants n'ont pas su ou pas voulu proposer des modèles de gouvernance qui assurent à tout un chacun le droit de vivre en paix et en sûreté.

MARIEM MINT DERWICH

Pouvoir et opposition discutent en terrain neutre

Dialogue informel à Bruxelles

Compte rendu de notre envoyée spéciale
Marlem Mint DERWICH

"Comprendre la Mauritanie n'est pas une chose aisée". C'est, en ces termes que la députée européenne des Verts, Marie-Anne Isler Beguin, a ouvert le colloque qui se tenait le mardi 09 Novembre au Parlement Européen de Bruxelles. Organisé conjointement par les Verts européens et le mouvement Conscience et Résistance, la volonté affichée de cette rencontre était de lancer un dialogue et de trouver des solutions à la situation de blocage que connaît notre scène politique actuellement. Même si l'intitulé du colloque: "L'Europe, l'immigration et la prévention des conflits: le cas mauritanien, entre ethno-tribalisme et aspiration à la démocratie", ouvrait des voies de discussions nouvelles, la situation politique mauritanienne a dominé les débats. Devant une foule majoritairement composée de membres de l'opposition, très vite les intervenants se sont trouvés à se recueillir sur des visions radicalement différentes de la situation mauritanienne. Des membres du PRDS étaient présents à cette journée même si les intervenants ont regretté "l'absence" de trois députés du Parti au pouvoir (Mohamed Yeslem Ould El Vil, Mohamed Abdallahi Ould Guelaye et Chérif Ahmed Ould Mohamed Moussa) qui étaient annoncés, mais qui ont refusé de siéger aux côtés de Conscience et Résistance, ne lui reconnaissant aucune légitimité et l'accusant d'être "un groupuscule terroriste et extrémiste". Afin de désamorcer une crise que l'on sentait couver, un compromis fut trouvé: Mohamed Yahya Ould Sidi Haiba dit Doha et Mohamed Abdellahi Ould Belli parleront de la Mauritanie version PRDS, sans être des représentants officiels de ce parti.

Le débat fut long à se mettre en place, un "incident" concernant la participation de Jemal Ould Yessa, de Conscience et Résistance, ayant un peu bousculé le planning officiel (voir encadré sur le bras de fer entre le PRDS et Conscience et Résistance).

De même furent vivement regrettées les absences du président d'honneur du colloque, Mohamed Khouna Ould Haidalla, et du docteur Cheikh Ould Horma, tous deux s'étant vu refuser leurs passeports et les autorisations à se rendre à Bruxelles. Le candidat malheureux des élections du 7 Novembre 2003 a fait lire un message très virulent où il regrettait cette situation et s'élevait contre le blocage que connaissent les institutions de notre pays. Cette brève allocution fut lue par une figure de l'opposition mauritanienne, savoureuse et très vindicative, l'éternel opposant Diop Mamadou Samba, président de DEKALEM. Furent remarquées aussi les absences de deux personnalités, absences non excusées et qui posent certaines questions quand aux positionnements de certains partis dans la mouvance de ce que l'on appelle aujourd'hui

l'opposition: Ismael Ould Amar et de Lo Gourmo...

Jalons

Régrouper autour d'une table divers membres de la classe politique mauritanienne dans son ensemble était un pari osé, et Mohamed Lémine Ould Dadde (CR) se félicitait du succès de ce colloque qui a "permis aux mauritaniens et aux non-mauritaniens de se rencontrer et de poser les jalons d'une discussion souhaitée par la société civile et par l'opposition". Participaient aussi les intervenants suivants: Pierre Bonte (directeur de recherche au CNRS), Alioune Tine (président de la Rencontre Africaine des Droits de l'Homme, RADDHO), Boubacar Diagna (géographe, réfugié politique en France et membre historique des FLAM), Boubacar Ould Messaoud (président de SOS Esclaves en Mauritanie), Kane Hamidou Baba (député), Oumar Ould Yali (sénateur), Chbih Ould Cheikh Melanine. Deux modérateurs participaient aux tables rondes: Christine Muratet (journaliste RFI) et Alioune Tine (président RADDHO).

La vaste question des liens entre tribus et politique en Mauritanie a très vite monopolisé les débats. Entre une vision anthropologique d'un Pierre Bonte qui ne voit pas de "montée" du tribalisme ("il n'y a pas de montée du tribalisme vu que celui-ci a toujours existé et que si l'instrumentalisation des rapports tribaux est un fait établi, ceci est-il nouveau?") et qui regrette toutes les connotations archaïques comprises par ce terme, et une vision "politique" et à fleur de peau, comme celle de Boubacar Ould Messaoud ("pour l'avenir de notre pays, il faut rompre avec le tribalisme: aujourd'hui en Mauritanie, le délit de parenté est réel"), ou celle de Alioune Tine ("après des tentatives de putschs, on culpabilise des tribus entières en niant la responsabilité individuelle"), le ton était donné.

La question éminemment sensible et politique du tribalisme ouvrait son corollaire, la marginalisation des populations et la question des droits de l'homme. La réflexion sur la question des antagonismes des populations, chère à Boubacar Diagna, posait le problème des pourquoi et de comment: l'arabisation forcée, la gestion des espaces en rapport avec les problèmes de la Vallée qui, selon l'orateur, sont à la base des rapports des populations. Ce qui a provoqué l'indignation de Doha Ould Teiss qui a dénoncé "la difficulté à dépasser les clivages maures/négro-africains" de la part de certains intervenants.

Le problème de l'esclavage, intimement lié aux antagonismes de populations, fut longuement débattu. Entre un Ould Messaoud très remonté et pour qui "l'esclavage existe", et les membres du PRDS pour qui l'esclavage n'existe

plus dans notre pays, on pouvait s'apercevoir du fossé qui subsiste chez nous. Le PRDS a accusé les mouvements de lutte anti-esclavagiste de faire de l'esclavage un "fonds de commerce", ce qui fait sortir Ould Yali et Ould Messaoud de leurs gonds. Entre un Pierre Bonte pour qui "parler de l'esclavage fait-il avancer ou reculer les choses?" et pour qui "le statut des esclaves et de haratine dans la société traditionnelle était loin d'être univoque; et il y a une forte question statutaire et des diversités de situations qui ne permettent pas la caricature", et le leader hartani, chacun semblait parler d'une Mauritanie différente; une antinomie entre deux sensibilités: le chercheur qui explique et le hartani qui "ressent".

Par delà la querelle de chercheurs et de politiques, le colloque a au moins eu le mérite de replacer les haratine de Mauritanie dans la situation actuelle politique et socioéconomique du pays.

Sujet souvent tabou du fait de sa réalité que nul ne peut nier (beaucoup d'exemples d'esclavage moderne existent), l'esclavage a de nouveau soulevé des passions: esclavage chez les maures et esclavage chez les négro-mauritaniens, et la difficulté à lutter contre les pesanteurs sociologiques. "L'esclave mauritanien est persuadé du blocage de sa situation par le fait qu'il pense qu'il est et qu'il sera esclave par statut" (Ould Messaoud).

Ould Yali et Kane H. Baba rappellèrent que l'opposition avait refusé de voter la loi de 2003 sur le traitement des personnes, vu qu'elle ne faisait nulle mention de l'esclavage et que cette loi fut votée au niveau du Sénat où ne siégeait qu'un membre des partis d'opposition (un membre du RFD).

Esclavage, droits de l'homme, dialogue impossible entre pouvoir et opposition (nationale ou extérieure), blocage du processus démocratique... Autant de questionnements qui ne semblèrent pas trouver le chemin d'un réel dialogue. Entre des préalables posés par l'opposition et les préalables posés par le pouvoir, le débat a parfois tourné au dialogue de sourds où chaque "vérité" était brandie comme seule, unique et argumentée. Les membres du PRDS, en la personne d'un orateur imperturbable et semblant réciter une leçon bien apprise, Doha Ould Teiss, campaient sur leurs positions. Le credo officiel du "il n'y a pas de problèmes en Mauritanie... l'opposition a toujours du retard", a provoqué maints tollés et protestations.

"Le régime n'est pas prêt pour la démocratie" martèle KANE H. Baba. Même s'il reconnaît les élections démocratiques de 2001 et leur transparence, il revient inlassablement sur le "blocage des élections de 2003" et dénonce le manque de dialogue entre pouvoir et partis d'opposition. Sur la question des droits de l'homme, il s'insurge contre

une possible amnistie: "le passif humanitaire fait maintenant partie de notre histoire. La réconciliation doit passer par la justice".

Et tous de reconnaître l'impact des événements mauritaniens depuis 1989 sur les flux migratoires. Ce que refusent les représentants du PRDS présents pour qui l'intensification des courants migratoires n'est pas à lier à la situation mauritanienne.

La question du recours à la violence afin de changer le cours des choses enflamma la salle. Les membres du PRDS réclamèrent, comme tout préalable à un dialogue constructif, la condamnation claire et ferme de l'usage de la violence, la reconnaissance par une opposition morcelée du fait qu'un pays démocratique normal doit être dirigé par une majorité et qu'une opposition patriotique, légaliste doit reconnaître le pouvoir en place" (Ould Bellil). Ce à quoi leur a répondu Jemal Ould Yessa que Conscience et Résistance, estimant que les populations mauritaniennes sont dans une situation de "légitime défense", refusait de condamner tout acte de violence, rejetant sur le pouvoir en place la responsabilité totale du blocage actuel des institutions démocratiques et des différentes tentatives de prise de pouvoir que nous avons connues depuis le 8 Juin 2003.

Face à un PRDS arc-bouté sur ses positions (seul Doha Ould Teiss reconnaît que beaucoup de choses vont mal), l'opposition de notre pays a tenté de faire fi de ses divergences. Chbih Ould Cheikh Melanine a, néanmoins, reconnu "être chagriné par les thèmes du colloque" car ils donnent l'impression que "la case avait déjà brûlé". L'échec, selon lui, vient du fait que tous les modèles imposés depuis les indépendances ont échoué. Et vient aussi du fait que l'opposition est complètement morcelée: "nous n'avons pas les mêmes projets de société, ni les mêmes fondements idéologiques". La politique en Mauritanie, c'est la guerre des tranchées et dans un processus de dialogue, chacun doit lâcher quelque chose...

Conclusions de cette journée: les intervenants des différents courants de

l'opposition émettront des préalables communs: la mise en place de commissions électorales indépendantes afin de refaire les élections (ce que le PRDS refuse totalement, arguant du fait que le Président a été reconnu par la communauté internationale, dont la communauté européenne, autre exemple du dialogue de sourds qui s'est joué à Bruxelles), interpellent les partenaires européens afin qu'ils ne se contentent pas de jouer le rôle de spectateurs (les partenaires ACP-CE ont signé le contrat de Cotonou en 2000), la tenue de véritables assises du dialogue afin de trouver une solution commune aux différents problèmes évoqués lors du colloque.

Dans son allocution de conclusion, la députée européenne des Verts, Isler Beguin, se voulait "optimiste quant à la mise en place d'une opposition positive" et proposait de "mettre en place une délégation qui se rendrait en Mauritanie" et invitait l'Union Européenne à assumer ses responsabilités quant à la Mauritanie et espérait que s'établissent des ponts entre les peuples. Pour ce qui est de la situation actuelle en RIM, "il faut éviter les silences générateurs de tragédies" et elle a rappelé que ses objectifs, en tant que parlementaire, sont les valeurs et la défense des droits de l'homme. Revenant sur des constats qui montrent que "l'opposition n'a pas sa place pour discuter dans le jeu politique mauritanien", elle a insisté sur le nécessaire dialogue entre pouvoir et opposition, à l'heure de nouvelles politiques (ex: le nouveau voisinage du Dialogue euro-méditerranéen) "où les mauritaniens ont toutes les clés en mains afin de faire de leur pays un exemple", insistant sur les enjeux environnementaux et les perspectives nouvelles offertes par le pétrole et les impacts profonds que cela aura dans notre société.

A noter que les actes de ce colloque seront remis aux députés de l'Assemblée Nationale le 27 Janvier 2005 dans le cadre d'un autre séminaire organisé, celui-ci, par les Jeunes Démocrates Maghrébins et auquel prendront part les députés français, européens et maghrébins.